

Déclaration de la CGT et de la FSU

1^{er} mai 2014. Troyes

lu par Marc JOUDELAT secrétaire général de l'UL de TROYES

Bonjour à tous,

En ce 1^{er} mai 2014, la CGT et la FSU adressent à l'ensemble des travailleurs, actifs, retraités et privés d'emploi, de France, d'Europe et du monde leur salut le plus chaleureux et fraternel.

Le 1^{er} mai est une date importante. Il symbolise l'histoire des luttes des travailleurs dans le monde et entretient sa mémoire.

Quelques dates pour rappel :

En 1886, face au refus de leurs employeurs à diminuer le temps de travail, plus de 300 000 personnes font grève aux Etats Unis. La manifestation, violemment réprimée, fait trois morts parmi les grévistes de la société Mac Cormick à Chicago. Au lendemain de cette répression, **une marche de protestation est organisée**. La place Haymarket est le théâtre d'un second drame : sept policiers sont tués et de nombreux manifestants blessés. Malgré l'inexistence de preuves, cinq syndicalistes sont condamnés à mort et trois autres à perpétuité.

En 1889, les congressistes de la IIe Internationale, réunis à Paris, entrent dans la lutte pour la journée de huit heures. À l'instar de l'American Fédération of Labour (AFL), ils fixent **la date du 1er mai comme journée de leur revendication**. Une manière de commémorer les événements de Chicago, symboles d'une répression qui n'a pas dit son dernier mot.

En 1891, la manifestation du 1er mai à Fourmies, dans le nord de la France, s'achève avec le triste bilan de 10 morts et 35 blessés.

Le 1er mai prend donc vite **un caractère international**. Il devient rapidement un jour de célébration des combats des travailleurs et de revendications. Il est célébré dans de nombreux pays dans le monde et est l'occasion d'importantes manifestations du monde ouvrier.

En 1906, grande manifestation en faveur des huit heures

En 1936 le 1^{er} mai sera le cadre d'arrêts de travail massifs et de puissantes manifestations qui déboucheront sur des grèves généralisées avec occupation des usines

En 1947, Le gouvernement issu de la Libération fait finalement du 1er mai **un jour férié, chômé et payé**.

En 1968, après 15 années d'interdiction de défiler à Paris, près de cent mille travailleurs défilent dans les rues, faisant ainsi la démonstration que les conditions sociales de l'explosion à venir étaient réunies.

Le 1^{ER} mai est un jour de lutte, pour porter nos revendications sur toutes les questions liées au travail, au progrès social et à la démocratie.

Cette année en Europe, au moment où partout les droits des peuples sont violemment attaqués et que les luttes des travailleurs grandissent, le 1er mai prend une signification particulière.

Les politiques d'austérité mises en œuvre depuis plusieurs années, ont montré leur nocivité sociale et leur inefficacité économique.

En Europe, selon la commission européenne, le taux de croissance devrait être nul, pour 2013, après avoir baissé de 0,4% en 2012. En France il reste très faible. La Grèce, l'Espagne, l'Italie, ou les Pays-Bas sont toujours en récession.

Le taux de chômage n'a jamais été aussi élevé en moyenne en Europe. Il est de 11,9%

Dans certains pays il atteint des niveaux insupportables, + de 25% en Grèce et en Espagne.

En France il est de de 10,2% de la population active. Dans l'Aube il est de 11,5%.

La pauvreté, la précarité et l'exclusion se développent dans tous les pays.

Partout dans le monde, face aux politiques cruelles d'austérité que les possédants, les profiteurs, veulent imposer, les peuples luttent et revendiquent le droit à la santé, à l'éducation, aux loisirs, à la culture... bref, à une bonne qualité de vie pour tous.

En Espagne, les marches pour la dignité mobilisent dans la durée des millions de personnes.

Mouvements en Grande Bretagne, en Allemagne, grèves générales au Portugal, en Grèce, en Italie ...

Tous portent la contestation de l'austérité et le même cri : CELA SUFFIT, STOP !

Nos vies ne peuvent être sacrifiées pour les profits de quelques-uns !

Malgré une sanction sans appel lors des dernières élections municipales le gouvernement a décidé de poursuivre la même politique voir de l'amplifier au regard des déclarations successives du nouveau 1er ministre.

Cela se résume en quelques mots : austérité renforcée, sacrifices et reculs sociaux amplifiés pour les salariés et nouveaux cadeaux pour le patronat et les grands actionnaires du CAC 40 !

C'est la poursuite et l'aggravation des politiques précédentes qui n'ont fait que nous enfoncer dans la crise et la régression sociale. Tous les salariés en payent le prix fort au quotidien!

Par les mesures proposées, le gouvernement a décidé d'accorder de nouvelles exonérations de cotisations sociales et autres allègements d'impôts aux entreprises.

Cette logique est menée depuis de nombreuses années sur injonction du patronat et de l'Union Européenne, on en voit quotidiennement les effets :

- Augmentation du chômage
- Baisse du pouvoir d'achat
- Démantèlement des services publics
- Réduction de l'offre sanitaire et sociale
- Remise en cause de l'accès à la santé
- Remise en cause du système de retraites, des allocations familiales

Cet autisme politique nous mène droit dans le mur !

Nous poursuivrons notre combat contre ce pacte. Cette politique d'austérité alimente le terreau sur lequel grandissent les idées les plus réactionnaires, le repli sur soi et la peur de l'avenir.

Dans toute l'Europe, les idées d'extrême droite trouvent un écho en avançant des fausses solutions, dangereuses, en faisant mine de reprendre à leur compte les aspirations des salariés ! C'est un leurre pour avancer masqués !

Le Premier Ministre reprend à son compte le trop fameux « coût du travail » cher au patronat. Thème dominant dans le débat public **sans jamais aborder la cause réelle de la crise actuelle : celle du coût du capital indu et disproportionné.**

Le MEDEF rêve d'en finir avec le financement de la sécurité sociale, par le biais des cotisations sociales : le nouveau Premier Ministre l'impose dans sa déclaration de politique générale à l'Assemblée.

Tout comme il impose le pacte dit de responsabilité dans un vote global qui ne laisse aucune autre alternative.

La réaffirmation de la mise en œuvre de ce pacte , le plan d'économie de 50 milliards, voté hier par la majorité qui portera pour 18 milliards d'euros sur l'état, pour 11 milliards sur les collectivités territoriales, 10 milliards sur les dépenses de santé et 11 milliards sur les autres dépenses de la sécurité sociales, le blocage de la valeur

du point dans la fonction publique, le gel de la pension des retraités.... va enfoncer notre pays encore un plus dans la crise.

Le « pacte dit de solidarité » s'apparente fortement aux « contreparties » avancées comme une compensation aux cadeaux fiscaux et régressions sociales contenues dans le pacte de responsabilités.

Les mesures que contiendrait le pacte dit de solidarité, pour faire semblant d'avoir écouté les électeurs, sert d'écran de fumée et est une véritable fumisterie.

François Hollande ferait de la protection sociale et de la santé une priorité et l'un des moyens de renforcer la solidarité alors que dans le même temps son programme d'économies budgétaires devrait prévoir plus de 20 milliards de réductions de budget sur la sécurité sociale et les hôpitaux dans les trois ans à venir.

Les salariés modestes verraient quand à eux, augmenter d'une quarantaine d'euros leur salaire direct, en contrepartie d'une baisse de leur salaire socialisé servant à financer leur retraite, leur couverture maladie, leur assurance chômage Quel est l'amélioration pour ces millions de salariés?

Non Mrs Hollande et Valls le programme de stabilité que vous nous imposé et qui a été voté hier par votre majorité n'est ni ni calibré ni bien réparti et ni juste !

30 milliards de cadeaux aux entreprises quelques soit la situation de celles-ci = 50 milliards sur le dos des salariés

Ce n'est pas en appauvrissant les salariés, ce n'est pas en détruisant les services publics que l'on relancera l'économie.

Cerise sur le gâteau, le nouveau gouvernement et le Président de la République annoncent un bouleversement total des structures politiques de notre république. Il se traduirait par une concentration des pouvoirs et l'éloignement des citoyens que nous sommes des centres de décisions remettant en cause la légitimité démocratique des collectivités territoriales.

Face à ces projets néfastes, la seule solution est une mobilisation sociale bousculant tous les scénarios envisagés d'avance qui ne visent qu'une chose au final : satisfaire les appétits des grands actionnaires et limiter toute intervention sociale et citoyenne.

Pour créer des emplois, la croissance est indispensable. Et pour que la croissance reparte, il faut augmenter nos salaires et nos pensions.

C'est indispensable pour Vivre, c'est utile économiquement, c'est juste socialement !

Le problème des entreprises, c'est l'insuffisance de débouchés et d'investissement.

Le problème des entreprises ce n'est pas le coût de nos salaires directs et socialisés, c'est le Coût du capital indu.

Le problème des entreprises c'est l'absence de coopération et de politique d'investissement concertée en Europe.

L'ensemble des syndicats européen fait la proposition chiffrée pour consacrée 2% du PIB européen pendant dix ans à la relance de l'investissement européen. Cela permettrait de créer durablement 11 millions d'emplois de qualité.

Aux politiques qui échouent, au développement de la précarité, de la pauvreté, il existe des alternatives de progrès social et de retour au plein emploi. Elles sont portées par le syndicalisme.

Si nous voulons sortir de la crise et des difficultés sociales, il faut :

Changer de politiques en Europe et en France

Augmenter les salaires, les pensions et les minimas sociaux ! Il y a urgence !

Investir dans l'emploi, et la formation professionnelle et initiale.

Répartir les richesses et s'attaquer aux logiques capitalistes.

Obtenir des droits nouveaux et réels pour les salariés dans les entreprises.

Au regard de la situation, ce premier mai 2014 s'inscrit, avec les journées d'actions du 15 mai dans la fonction publique pour une revalorisation des salaires, du 22 mai pour une réforme du système ferroviaire de progrès , du 3 juin pour l'augmentation des pensions des retraités et les actions revendicatives dans de nombreuses entreprises, dans une démarche intersyndicale visant à appeler les salariés à amplifier de façon massive la mobilisation pour exprimer le choix du progrès social par une plus juste répartition des richesses et l'arrêt des politiques d'austérité.

Merci à Tous !